

DE BUENOS AIRES



N°41 – Brèves bimensuelle du Cone Sud

Du 26 janvier au 8 février

Zoom – L'Argentine face au défi de sa dette commerciale

Touchée par une sécheresse historique en 2023, réduisant drastiquement ses exportations et poussant la Banque Centrale à intervenir sur le marché des changes, l'Argentine est confrontée à une pénurie de devises, avec des réserves de change nettes ayant atteint -11 Mds USD début décembre. Dans ce contexte, l'accès au marché des changes s'est substantiellement réduit, limitant la capacité des entreprises argentines importatrices à rembourser leurs fournisseurs étrangers. En conséquence, une dette commerciale extérieure s'est accumulée, atteignant 60 Mds USD fin septembre, contre 29 Mds USD en moyenne ces dernières années, induisant de nombreux arriérés de paiement. Face à cette problématique, la nouvelle administration se montre active pour réduire la dette existante avant le 13 décembre 2023, et en facilitant l'accès aux devises pour les futures importations.

LE CHIFFRE À RETENIR

-12,8 %

Evolution de l'activité
industrielle en
décembre en
glissement annuel
d'après l'INDEC

Pour la dette précédant le 13 décembre 2023, la Banque Centrale a créé les obligations « Bopreal ». Au 25 janvier 2024, 42,6 Mds USD de dettes ont été déclarées sur le registre de la dette commerciale mis en place par l'administration fiscale dont 8,5 ont déjà été remboursés. Trois séries sont proposées : la série 1 venant à échéance en 2027 avec un taux d'intérêt annuel de 5 % remboursable en avril et octobre 2027, lancée en janvier ; la série 2 (échéance en 2025) sans intérêts et remboursable en 12 mensualités (de juillet 2024 à juin 2025), lancée en février ; et la série 3 (échéance en 2026) assortie d'un taux d'intérêt annuel de 3 % et remboursable en 3 versements trimestriels (novembre 2025, février 2026, mai 2026). En souscrivant ces titres obligataires en pesos, les entreprises reçoivent, dans les faits, une promesse de recevoir des dollars au cours de leurs futurs paiements et sont exemptées d'impôt PAIS pour les séries 1 et 3. Le 1er février 2024, la BCRA a attribué l'ensemble de la série 1, soit 5 Mds USD, par plus de 1300 entreprises et a lancé depuis la série 2. La souscription de Bopreal maintient l'accès au marché des changes pour 90 jours, à l'inverse du *Contado con Liqui* précédemment. Ces titres peuvent être proposés aux fournisseurs étrangers afin de rembourser la dette, ou être échangés sur le marché secondaire.

En ce qui concerne le paiement des marchandises enregistrés en douane et des services fournis à partir du 13 décembre 2023, le gouvernement de J.Milei a mis en place un nouveau mécanisme. Mis à part des exceptions dans certains secteurs (pétrolier, pharmacie), le nouveau mécanisme vise à échelonner le paiement et l'accès au libre marché des changes par quart (25 %) 30, 60, 90 et 120 jours après l'enregistrement de l'entrée en douane correspondante pour les marchandises et dans les 30 jours suivant la prestation du service concerné.

Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	211,4%	3,0%	4,0%	6,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	-1,1%	-0,5%	4,5%	1,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-1,1%	-0,4%	4,5%	0,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-2,8%	1,6%	3,8%	3,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,0%	1,8%	4,0%	3,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Le revenu réel s'effondre en décembre suite à l'inflation mensuelle à 25,5 %

Evolution du revenu réel (base 100 = 01/2017)



Sources : Ministerio del trabajo, FMyA, SER Buenos Aires

ARGENTINE

La loi *Omnibus* est renvoyée en Commission suite à l'impossibilité de trouver un consensus à la Chambre des députés

Après plusieurs jours de débats à la Chambre des députés, la loi *Omnibus* proposée par le gouvernement de Javier Milei - qui avait été approuvée lors du vote général - a été renvoyée en commission mardi, suite au rejet de plusieurs points clés du projet. C'est un important revers pour la nouvelle administration, alors que le corpus de lois avait déjà été fortement édulcoré. Pour rappel, cette réforme, centrale dans le virage économique à 180 degrés proposé par la nouvelle administration, et qui complète le Décret de Nécessité et d'Urgence (DNU) du 20 décembre était initialement composé de 664 articles (portant sur un large nombre de sujets). Le rejet de certains points de la législation par différents blocs d'opposition avait déjà conduit l'administration à ajuster le texte.

L'avancement du projet avait d'abord nécessité l'élimination de l'ensemble du chapitre fiscal. L'ajustement des retraites, la hausse de l'imposition sur les importations et sur les exportations, les nouveaux barèmes de l'impôt sur le revenu, exigé par les gouverneurs etc. ont été retirés du nouveau projet de loi alors qu'ils devaient permettre des économies représentant 1,8 % du PIB. Le projet de loi contenant. Cependant, tous les articles, qui se réfèrent à la délégation de pouvoirs, aux privatisations, à la dérèglementation et aux questions liées à l'éducation, à la culture et à la sécurité, sont

restés en place, bien qu'ils ne soient pas exempts de modifications.

Puis, face aux difficultés à obtenir un consensus, la Chambre des députés a décidé, ce mardi, de le renvoyer en commission pour qu'il soit rediscuter. Ce serait la première fois pour un texte approuvé en assemblée générale.

L'ambitieux projet du président, qui comptait plus de 600 articles et avait été réduit à 383, reviendra en commission pour être réexaminé afin de publier un nouveau projet. Pour le moment, le gouvernement devra se cantonner aux instruments dont il dispose pour tenter de rétablir la situation macroéconomique. Par ailleurs, la consultation populaire est l'une des voies dont dispose J. Milei en tant qu'outil de la Constitution nationale pour faire passer ses mesures sans nécessiter les voix du congrès.

CHILI

Le Chili clôture l'année 2023 avec une augmentation de 18% du portefeuille de projets d'investissements étrangers

Selon les chiffres d'Invest Chile, l'agence de promotion des investissements du ministère de l'économie du Chili, le flux d'investissements directs étrangers au Chili en 2023 s'élève à 33,5 Mds USD avec un total de 450 projets à différents stades de développement. Par rapport à 2022, il y a eu moins de projets (476) et moins d'emplois directs (18 866), mais le montant total des investissements a augmenté de 18,2 %.

Les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière ont été les plus dynamiques en



termes d'IDE avec un nombre de projets d'investissement respectivement en hausse de 38 % et 57 % par rapport à 2022. Sur le montant total, 14.7 Mds USD sont des investissements en cours de matérialisation (projet installé et en phase de développement dans le pays), correspondant à 103 projets et générant 5 936 nouveaux emplois. L'un des principaux facteurs à l'origine de cette augmentation a été l'activation et l'entrée dans le portefeuille d'InvestChile de projets énergétiques, en particulier dans le domaine de la production et du stockage d'énergie. En effet, le Chili s'est imposé dans le palmarès des pays les plus attractifs pour accueillir les investisseurs dans la transition énergétique et l'atténuation du changement climatique, occupant en permanence les premières places au niveau mondial dans des classements tels que le Climatescope de BloombergNEF. En 2023, les investissements au Chili dans le secteur énergétique se sont élevés à 15.9 Mds USD, suivi par l'exploitation minière avec 8.2 Mds USD et les services globaux avec 5.7 Mds USD. Des projets tel que le parc éolien de Faro Del Sur et l'usine de carburants neutres en carbone de Cabo Negro de HIF sont entrés dans le système d'évaluation environnementale, ce qui représente un investissement potentiel de plus de 1.3 Mds USD.

Dans le secteur du lithium, les entreprises étrangères ont manifesté un grand intérêt pour la production et la valorisation au Chili, comme en témoigne le portefeuille d'Eramet, qui a investi 95 MUSD pour l'acquisition de 120 000 hectares de concessions minières pour l'exploration et l'exploitation du lithium dans le désert d'Atacama et pour la création de sa filiale chilienne. En sus, les appels d'offres de CORFO ont permis à des entreprises

étrangères d'entrer sur le marché du lithium à des conditions préférentielles notamment les projets des entreprises chinoises BYD et Yongqing Technology, avec un investissement potentiel de l'ordre de 500 MUSD.

Parmi les pays en tête des investissements étrangers dans le portefeuille de projets d'InvestChile, on retrouve les États-Unis avec 9.9 Mds USD, le Canada avec 5.3 Mds USD et la Chine avec 4.3 Mds USD. Dans le cas des États-Unis et du Canada, le nombre de projets d'investissement a augmenté par rapport à la fin de l'année précédente, respectivement de 21 % et 90 %. Le Brésil est le seul pays d'Amérique du Sud à figurer parmi les dix premiers en termes de montant d'investissement dans le portefeuille d'InvestChile (2.2 Mds USD).

Importante délégation chilienne au salon Hyvolution Paris

A l'occasion d'Hyvolution, le plus grand salon dédié aux technologies hydrogènes, qui se tenait au parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris, du 31 janvier au 2 février 2024, une importante délégation composée d'entreprises chiliennes, d'entreprises françaises implantées au Chili et d'autorités publiques chiliennes s'est rendue à Paris.

Des plus grands groupes du CAC40 aux PME & startup, l'ensemble des acteurs concernés par la filière hydrogène étaient présents durant ces 3 jours où plus de 500 exposants et 11 500 visiteurs professionnels (+46% par rapport à l'édition 2023) ont participé aux rencontres, débats, groupes de travail, démonstrations diverses. La dimension internationale du salon s'est amplifiée lors de cette édition avec 82 pays visiteurs contre 70



l'an dernier et la présence de 25 pavillons et délégations officielles dont le Canada, le Brésil, le Royaume Uni et l'Espagne ainsi que la participation de nombreux ambassadeurs, dont celui du Chili.

Parmi les thèmes abordés il a notamment été question des financements nécessaires au développement de la filière, d'opportunités de réindustrialisation et des défis à relever pour les grands projets d'hydrogène à travers le monde. Avec l'appui de Business France et de Pro/Invest Chile, la délégation chilienne a pu rencontrer plusieurs entreprises et les autorités françaises présentes en nombre sur le salon. Un petit-déjeuner organisé par le MEDEF International a également permis un échange constructif. Joan Leal Jeldrez, le PDG d'EDF Chili et Gloria Maldonado, la présidente d'ENAP (la compagnie nationale chilienne du pétrole) ont notamment présenté leurs stratégies de développement dans la région de Magallanes en Patagonie chilienne (région stratégique pour l'industrie française) où de nombreux projets >1GW destinés aux marchés d'exportation seront lancés d'ici 2030.

En marge du salon, un protocole d'accord (MOU) entre H2Chile et France Hydrogène a été signé à l'ambassade du Chili à Paris en présence de l'ambassadeur chilien en France Raúl Fernández. Cet accord marque une étape importante dans la collaboration entre les deux associations professionnelles. Après une première édition de Hyvolution Chili en 2023 ayant réuni 3 800 visiteurs et 70 exposants à Santiago durant trois jours, le salon leader en Amérique du Sud proposera sa seconde édition du 3 au 5 septembre 2024 à Santiago en présence de nombreuses entreprises françaises.

PARAGUAY

Le barrage d'Itaipu enregistre sa meilleure production mensuelle

La plus grande fourniture mensuelle d'électricité d'Itaipu à l'Administration nationale d'Electricité (ANDE) a été enregistré en janvier de cette année, comme l'ont rapporté les bureaux paraguayens de l'entité binational. La centrale hydroélectrique d'Itaipu, également appelée « ITAIPU Binacional », est une centrale hydroélectrique binational située sur le fleuve Paraná, à la frontière entre les deux pays. Cette centrale est opérationnelle depuis 1984 a longtemps été la plus grande centrale hydroélectrique du monde, jusqu'en 2011, date à laquelle elle a été dépassée par le barrage des Trois-Gorges en Chine. **Le 7 février, l'entité binational a publié qu'entre le 1er et le 31 janvier, la centrale hydroélectrique paraguayenne-brésilienne d'Itaipu a atteint 7 675 GWh (1 GWh = 1000 MWh), soit 21 % de plus qu'au même mois de 2023, qui n'atteignait que 6366 GWh.** Cette hausse de la production d'Itaipu s'explique en partie par la haute disponibilité des unités de production de la centrale, dont la valeur de l'indice au cours du premier mois de l'année 2024 était de 97,28 %, soit 3,28 % de plus que l'objectif de l'entreprise, qui était de 94 %.

URUGUAY

Les industriels uruguayens demandent au gouvernement d'améliorer le système de paiement en monnaie locale (SML) afin de faciliter le

recouvrement des paiements par les Argentins

Avant le changement de gouvernement en Argentine, le président de la Banque centrale de l'époque, Miguel Pesce, et son homologue uruguayen, Diego Labat, ont convenu de relancer le système de paiement en monnaie locale (SML), un instrument à faible coût pour les opérations impliquant des pesos uruguayens et argentins, dans l'objectif de réduire l'utilisation du dollar. Six mois après cet accord, et sous la présidence de Javier Milei, les industriels uruguayens demandent que de nouvelles mesures soient prises modifier ce système. Les exportateurs uruguayens accumulent des dettes auprès de l'Argentine et refusent de les recouvrir par le biais de titres Bopreal (l'instrument conçu par la Banque Centrale de la République d'Argentin, cf supra). Bien que le SML soit un système déjà actif pour le commerce entre l'Uruguay et l'Argentine depuis 2015, depuis lors, son utilisation a été rare : entre 2017 et juillet 2023, il n'y a eu que neuf transactions qui équivalaient à 43 000 USD.

Selon des industriels uruguayens, la relance de ce système donnerait deux avantages au commerce entre les deux pays. D'une part, les hommes d'affaires argentins éviteraient de payer l'Impôt pour une Argentine inclusive et solidaire (PAIS) sur les importations, qui s'élève à 17,5%. En effet, cet impôt est perceptible uniquement dans le cas de l'utilisation du dollar comme monnaie de transaction. D'autre part, cela permettrait aux Uruguayens de ne pas être forcés d'entrer dans le nouveau système de commerce extérieur conçu par Javier Milei.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international